

Nabil N. Antaki, Charlaïne Bouchard, *Droit et pratique de l'entreprise. Entrepreneurs et sociétés de personnes*, tome I, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1999, 560 pages, ISBN 2-89451-361-5

Jean-Louis Baudouin (dir.), *Compagnies, corporations et sociétés par actions* 1999-2000, Collection Judico, Wilson & Lafleur Ltée, Montréal, 1999, 1104 pages, ISBN 2-920831-77-1

Jean-Louis Baudouin, Patrick A. Monilari, *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, 10<sup>e</sup> édition, Collection Lois et Règlements Judico, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1269 pages, ISBN 2-89127-447-4

Pierre Béliveau, Martin Vauclair, *Traité général de preuve et de procédure pénales*, 6<sup>e</sup> édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 1999, 987 pages, ISBN 2-89400-118-5

Maureen F. Fitzgerald, *Legal Problem Solving. Reasoning, Research & Writing*, Toronto, Butterworths, 1996, 266 pages, ISBN 0-433-39678-4

Douglas T. MacEllven and Michael J. McGuire, *Legal Research Handbook*, 4th edition, Toronto, Butterworths, 1998, 427 pages, ISBN 0-433-40945-2

Louis Perret (dir.), *The Evolution of Free Trade in the Americas / L'évolution du libre-échange dans les Amériques*, Collection Bleue, Wilson & Lafleur Ltée, 1999, 218 pages, ISBN 2-89127-458-X

Jean-Jacques Taisne, *La déontologie de l'avocat*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Dalloz, 1999, 162 pages, ISBN 2-24-703440-3

Thaïs Sardinha-Pinto, Liam I. Turner et Robert Kelly

Volume 30, numéro 3, 1999–2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1027716ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1027716ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

#### Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

#### ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

#### Citer ce compte rendu

Sardinha-Pinto, T., Turner, L. I. & Kelly, R. (1999). Compte rendu de [Nabil N. Antaki, Charlaïne Bouchard, *Droit et pratique de l'entreprise. Entrepreneurs et sociétés de personnes*, tome I, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1999, 560 pages, ISBN 2-89451-361-5 / Jean-Louis Baudouin (dir.), *Compagnies, corporations et sociétés par actions* 1999-2000, Collection Judico, Wilson & Lafleur Ltée, Montréal, 1999, 1104 pages, ISBN 2-920831-77-1 / Jean-Louis Baudouin, Patrick A. Monilari, *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, 10<sup>e</sup> édition, Collection Lois et Règlements Judico, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1269 pages, ISBN 2-89127-447-4 / Pierre Béliveau, Martin Vauclair, *Traité général de preuve et de procédure pénales*, 6<sup>e</sup> édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 1999, 987 pages, ISBN 2-89400-118-5 / Maureen F. Fitzgerald, *Legal Problem Solving. Reasoning, Research & Writing*, Toronto, Butterworths, 1996, 266 pages, ISBN 0-433-39678-4 / Douglas T. MacEllven and Michael J. McGuire, *Legal Research Handbook*, 4th edition, Toronto, Butterworths, 1998, 427 pages, ISBN 0-433-40945-2 / Louis Perret (dir.), *The Evolution of Free Trade in the Americas / L'évolution du libre-échange dans les Amériques*, Collection Bleue, Wilson & Lafleur Ltée, 1999, 218 pages, ISBN 2-89127-458-X / Jean-Jacques Taisne, *La déontologie de l'avocat*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Dalloz, 1999, 162 pages, ISBN 2-24-703440-3]. *Revue générale de droit*, 30(3), 535–542. <https://doi.org/10.7202/1027716ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

## NOTULES

**Nabil N. ANTAKI, Charlaïne BOUCHARD, *Droit et pratique de l'entreprise. Entrepreneurs et sociétés de personnes, tome I*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1999, 560 pages, ISBN 2-89451-361-5.**

Le nouveau *Code civil du Québec* de 1994 a introduit une nouvelle notion : l'entreprise, qui a apporté une réforme importante au droit commercial. Ce premier tome du *Droit et pratique de l'entreprise*, écrit par deux professeurs de la Faculté de droit de l'Université Laval, est consacré à l'étude de ce nouveau concept. Destiné aux étudiants et praticiens, il présente les structures de l'entreprise et apporte un éclairage sur les nouvelles notions telles le patrimoine d'affectation.

Cet ouvrage est composé de trois parties, divisées à leur tour en chapitres. La première partie traite des sources du droit de l'entreprise, à savoir la loi, les usages et coutumes.

La deuxième partie présente l'entreprise à la lumière du nouveau Code civil. Le premier chapitre fait ainsi la différence entre commerçants et non-commerçants. Le deuxième est consacré à l'environnement pratique et théorique de l'entreprise. Il la présente sous l'angle des sciences de la gestion puis, du point de vue du *Code civil du Québec*. Ce chapitre analyse

ainsi les sources d'inspiration de la réforme, la nouvelle notion d'entrepreneur et les différents éléments constitutifs de l'entreprise. En conclusion, un tableau comparatif des dispositions de l'ancien *Code civil du Bas Canada* et du *Code civil du Québec*, fait une très bonne synthèse du chapitre. Le troisième chapitre, quant à lui, traite de la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

La dernière partie de l'ouvrage présente les différentes structures contractuelles de l'entreprise. Le premier chapitre est consacré au droit commun des sociétés. Il aborde notamment le fameux débat sur la personnalité morale des sociétés et nouvelle notion de patrimoine d'affectation. Le dernier chapitre énumère les différentes formes de sociétés et présente leur organisation et fonctionnement particuliers.

L'ouvrage est complété par une table de la législation, une table de la jurisprudence et un index analytique. On retrouve aussi une rubrique intitulée « Le droit de sociétés : de quoi perdre son latin! » qui explique les expressions *affectio societatis*, *intuitu personae* et *jus fraternitatis* communément utilisées dans le jargon juridique. Annexée à l'ouvrage, une petite brochure d'une quinzaine de pages résume la bibliographie.

Les auteurs adoptent une approche pratique, enrichie par l'utilisation de schémas et de tableaux synthétiques. Les exemples, tirés du quotidien commercial, illustrent les règles juridiques les rendant plus accessibles et plus facilement assimilables. C'est l'ouvrage idéal pour l'étudiant en droit commercial.

**Thaís SARDINHA-PINTO**

**Jean-Louis BAUDOIN (dir.), *Compagnies, corporations et sociétés par actions 1999-2000, Collection Judico, Wilson & Lafleur Ltée, Montréal, 1999, 1104 pages, ISBN 2-920831-77-1.***

The 1999-2000 edition of *Compagnies, corporations et sociétés par actions* is a comprehensive legislative text grouping together the integral statutes and regulations comprising the company law of Québec and Canada. Published by Wilson & Lafleur, this edition continues in the tradition of editions past and offers a well-structured and extensive survey of the law in this domain.

The publication is divided in to two distinct parts; the first treating the provincial legislation related to company law, and the second pertaining to federally-enacted statutes. Thus, the work proceeds by presenting the *Companies Act*, as it was not recently amended in 1997. The authors then offer a sampling of related statutes such as the *Securities Act*, the *Legal Publicity Act*, and

certain excerpts from the *Civil Code of Québec* as well as the *Code of Civil Procedure*. The inclusion of these legislative texts within the publication will greatly facilitate the reader's access to the various statutory components which together constitute the company law of Québec.

The following section features the laws applicable to federally-incorporated companies, with a particular emphasis on the *Canada Business Corporations Act* including the most recent 1999 amendments. The *Canada Business Corporations Regulation* then ensues, along with a sampling of some of the common procedural documents used in federal company law. In providing examples of the articles of incorporation, the certificate of amendment, the articles of continuance, and the articles of dissolution, the publication familiarizes the reader not only with the substantive aspects of company law, but with the important procedural ones as well.

The only shortfall of this legislative compendium rich with a multitude of statutes and regulations, is its lack of an effective means of dividing the sections. This omission could easily be remedied by using darkened or indented pages, as is the practice with other publications. Nevertheless, *Compagnies, corporations et sociétés par actions* is a thorough collection of provincial and federal legislation, and forms the very basis upon which the company law of Québec and Canada is premised.

**Liam I. TURNER**

**Jean-Louis BAUDOIN, Patrick A. MONILARI, *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, 10<sup>e</sup> édition, Collection Lois et Règlements Judico, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1269 pages, ISBN 2-89127-447-4.**

Comme le dit si bien le proverbe français : « Qui est en bonne santé est riche sans le savoir ».

Le régime de services de santé institué par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* a pour but le maintien et l'amélioration de la capacité physique, psychique et sociale des personnes d'agir dans leur milieu et d'accomplir les rôles qu'elles entendent assumer d'une manière acceptable pour elles-mêmes et pour les groupes dont elles font partie. En autres mots, elle vise la promulgation de cette grande richesse.

La *Revue générale de droit* n'en est pas à sa première recension de cet ouvrage (cf. pour la 7<sup>e</sup> édition, (1990) 21 *R.G.D.* 401). Dans la dernière décennie, trois éditions ont été publiées. La 10<sup>e</sup> édition annotée et commentée de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* a été préparée afin d'intégrer les nombreuses modifications législatives et réglementaires survenues depuis la parution de l'édition précédente. Le Québec, dans la dernière moitié des années 1990 a entrepris un véritable chambardement dans le domaine de la santé. Il ne fait aucun doute que cette édition était devenue nécessaire! Au seul chapitre des modifications législatives, neuf nouveaux textes vien-

nent s'ajouter aux dispositions en vigueur le 30 juin 1996. De plus, on y retrouve maintenant répertoriés plus de cent jugements et décisions.

Comme les éditions antérieures, les annotations sont constituées de brèves observations sur la portée ou l'interprétations des dispositions. Viennent s'ajouter à ces annotations, plusieurs renvois à des dispositions corrélatives pour que le lecteur puisse saisir la portée d'un article sans nécessairement avoir à se référer aux autres dispositions. On peut aussi retrouver, à la fin du texte législatif, un index analytique spécialement constitué pour faciliter l'accès à ce texte long et complexe. En plus du texte de la loi, cette édition reproduit les décrets et arrêtés d'application qui ont été publiés jusqu'au 15 octobre 1998.

La loi est précédée d'une introduction générale qui en décrit les principales caractéristiques et la structure ainsi que d'une analyse des principes généraux de la responsabilité civile applicables au secteur de la santé et des services sociaux.

Cette publication est devenue un incontournable pour les juristes qui pratiquent dans le domaine de la santé. De plus, elle peut être utile aux étudiants en droit qui souhaitent œuvrer dans ce domaine. De façon très pertinente, cet ouvrage peut également intéresser les professionnels du milieu qui veulent examiner les réelles conséquences de l'intervention législative dans le monde de la santé au Québec.

**Robert KELLY**

**Pierre BÉLIVEAU, Martin VAUCLAIR, *Traité général de preuve et de procédure pénales*, 6<sup>e</sup> édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 1999, 987 pages, ISBN 2-89400-118-5.**

Cette sixième édition des *Principes élémentaires de preuve et de procédure pénales* adopte un titre plus général, qui témoigne de l'effort des auteurs de concentrer la quasi-totalité des règles de preuve et de procédure pénales dans un seul ouvrage. Elle tient en compte, en outre, de la nouvelle *Loi sur l'extradition*, des modifications au *Code criminel* apportées par le projet de loi C-51<sup>1</sup> et des développements récents de la jurisprudence.

Cet ouvrage est divisé en quatre parties. La première partie retrace l'origine anglaise du droit criminel et rappelle son introduction et codification au Québec. Elle énumère par la suite les sources constitutionnelles (*Loi constitutionnelle de 1867* et la *Charte canadienne des droits et libertés*) et non constitutionnelles (notamment le pouvoir inhérent des différents tribunaux).

La deuxième partie est consacrée aux composantes du système de justice. Ainsi, elle présente les rôles et pouvoirs de la police, du ministère public, de la défense voire même, de la victime. Elle s'attarde un peu plus longuement sur l'organisation judiciaire, la compétence des tribunaux et le rôle du juge. Elle aborde également le problème de l'extradition.

Dans une troisième partie, les auteurs traitent des principes de preuve pénale. Dans un premier temps, ils exposent les principes généraux tels la présomption d'innocence, le problème de l'interdiction de mettre en preuve le caractère de l'accusé et les règles d'admissibilité de la preuve. Dans un deuxième temps, ils s'intéressent aux règles particulières qui s'appliquent aux éléments de preuve tirés des choses, à ceux tirés des personnes ou encore aux indices tirés des déclarations.

La dernière partie analyse les différentes phases de la procédure pénale. Le chapitre 1 traite de la procédure avant le procès : de l'arrestation à l'enquête préliminaire en passant par la dénonciation, la mise en liberté provisoire. Par la suite, on retrouve les règles relatives au procès proprement dit : les types de procès et peines, son déroulement, le rôle des acteurs au procès, les règles de droit d'appel. Par ailleurs, les auteurs s'intéressent aussi à la problématique du *plea bargaining*, à l'impact de la Charte lors de l'imposition des sentences et au problème particulier relié à la garantie constitutionnelle du droit à être jugé dans des délais raisonnables.

Quant à l'extradition, ce volume ne se contente pas seulement d'analyser les mécanismes d'extradition modifiés par la nouvelle loi. Il reproduit aussi en annexe les commentaires à ce sujet de la 5<sup>e</sup> édition vu que ces dispositions continuent de s'appliquer.

---

1. Devenu L.C. 1999, c. 5.

La numérotation en paragraphes, ainsi que les diverses tables de référence, facilitent la consultation de l'ouvrage en tant qu'outil de recherche. Il est important de souligner que cet ouvrage tient en compte des jugements de la Cour suprême en date du 20 mai 1999. Ce livre est extrêmement complet et présente de façon articulée les principes fondamentaux du droit pénal. Il sera sans doute grandement apprécié par toute la communauté juridique.

**Thaís SARDINHA-PINTO**

**Maureen F. FITZGERALD, *Legal Problem Solving. Reasoning, Research & Writing*, Toronto, Butterworths, 1996, 266 pages, ISBN 0-433-39678-4.**

This publication is premised upon facilitating the reader's ability to research and access Canadian law. It provides a viable means of finding solutions to legal problems by employing a methodical and comprehensive approach. *Legal Problem Solving* thus represents an effective and highly accessible tool, intended to supplement the student's other legal training.

The first chapter introduces the reader to the legal research process, in which the author underscores the importance of seeking the appropriate means of resolving legal problems. This preliminary section offers a tangible illustration of how to identify all of the essential elements in resolving a legal issue. In chapter two, the author illustrates how

one might proceed in a factual analysis of a legal matter. The section provides examples of facts which may be relevant in resolving the posited question, compared with those superfluous matters lacking in legal import. After having determined the relevant factual information, the author outlines the procedure in deducing the legal issues from the facts. This section assists the student in associating the issues in the problem to the various areas of law based on certain key words.

The reader is then provided a strategy on how to associate the legal issues with the applicable statute law and case law. The author illustrates, using the library reference and computerized guides, how to access the latest legal resources. After having assembled all of the relevant legal documentation, the following section is devoted to interpreting, analyzing, and ultimately constructing a rational formulation of the answer with particular emphasis on the most important legal sources.

The final section is devoted to assisting the student in drafting a legal paper, in which one must articulate a comprehensive answer to the problem. Using steps such as planning, writing, and revising, the publication offers the student an effective means of building a substantial and stylish legal document.

With its numerous illustrations of steps essential in the process, *Legal Problem Solving* provides a very helpful means of acquainting the student with the tools necessary in resolving legal

questions. In its concision and clear construction, it will significantly facilitate the students' approach to identifying, researching, and ultimately resolving legal problems.

**Liam I. TURNER**

**Douglas T. MACELLVEN and Michael J. MCGUIRE, *Legal Research Handbook*, 4<sup>th</sup> edition, Toronto, Butterworths, 1998, 427 pages, ISBN 0-433-40945-2.**

Research is at the very core of the practice of Law. The two go hand in hand hence the impressive amount of legal research publications printed out every year. Douglas T. MacEllven and Michael J. McGuire combine their efforts in educating the legal community as to the numerous dimensions surrounding legal research in the fourth edition of their *Legal Research Handbook*. This edition is considerably different from the previous one in that it had to adapt to the advance of electronic format in law publishing.

The handbook opens with an examination of legal research concepts. This provides a brief explanation of the nature and purpose of what they call primary authority legal material which includes legislation and case law, and secondary legal literature (texts, journals, encyclopedias). It sets the basic guidelines a researcher has to follow when analyzing legal problems. The handbook then examines law reports, indexes, digests of case law, and gives a re-

search approach to reports, indexes, and digests. Following this overview of the various sources of case law, statutes are examined and the finer points of statutory research, whether it be federal or provincial, are explained with great clarity. The same clarity is present in the handbook's explanation of subordinate legislation, statute and case citators, legal encyclopedias, legal periodicals and their indexes, as well as other secondary literature research sources.

The latter portion of the handbook is reminiscent of the tremendous expansion of the use of computers in practically all fields of work. Legal research is no exception and computers have not only broadened paths which lead to legal answers but have made the research journey, from question to answer, faster and more efficient.

The *Legal Research Handbook* provides pertinent information to researchers who are familiar with electronic publishing or who are willing to make that transition. A combination of step by step descriptions and crafty illustrations demonstrate the uses of QUICK LAW, LEXIS-NEXIS, and internet legal resources.

This research handbook is unquestionably a very useful tool for anyone who has to perform legal research. It will be greatly appreciated by Law students and legal professionals for its structure and overall clarity.

**Robert KELLY**

**Louis PERRET (dir.), *The Evolution of Free Trade in the Americas/L'évolution du libre-échange dans les Amériques*, Collection Bleue, Wilson & Lafleur Ltée, 1999, 218 pages, ISBN 2-89127-458-X.**

Cet ouvrage est composé d'une série de textes présentés lors d'un colloque tenu à l'Université d'Ottawa le 19 septembre 1997. Il fait partie de la série « Faire affaires à l'étranger ». Il s'agit d'un ouvrage bilingue qui témoigne du partenariat conclu entre les facultés de droit des capitales du Canada, des États-Unis, du Chili et du Mexique.

Sous le thème : *L'évolution du libre-échange*, ces textes présentent une réflexion sur le développement du commerce et l'intégration économique à l'échelle continentale. Les auteurs sont des conférenciers spécialistes du commerce et de l'intégration économique provenant d'Argentine, Brésil, Canada, États-Unis, France, Mexique et Uruguay.

Ces onze textes sont regroupés sous six thèmes principaux. Les textes de Sergio López Ayllon et Hector Fix-Fierri et Jerome Levinson font état des progrès accomplis après trois ans d'ALÉNA tels la communication entre « cultures légales » et l'Accord Nord-Américain sur le Travail. Les textes d'Andrés Culagovski, et de Terry Collins-Williams et Carol Nelder-Corvari traitent des rapports entre l'ALÉNA et l'Accord Canada-Chili. Donald MacKay nous fait part de l'état des travaux de la Zone de libre-échange des Amériques. Claude Carrière

et Patrick Crawford nous proposent respectivement une vision canadienne et américaine de la Zone de libre-échange des Amériques. Trois autres textes nous illustrent ensuite la vision de l'Amérique du Sud. Enfin, le texte de Catherine Flaesch-Mougin propose un point de vue européen sur l'évolution du libre-échange dans les Amériques.

Ces textes présentent ainsi, sous différents angles, l'évolution du libre-échange dans les Amériques. Le texte du professeur A. Durán Martínez, par exemple, intitulé « Le MERCOSUR, le ZLEA et le libre-échange dans les Amériques : la perspective uruguayenne », présente la politique commerciale internationale de l'Uruguay ainsi qu'une brève évolution historique qui a mené ce pays à devenir membre du MERCOSUR. L'auteur tient à souligner les caractéristiques essentielles du MERCOSUR et les avantages d'une telle intégration régionale. Il précise quelles sont les priorités uruguayennes en matière de coopération internationale, à savoir le MERCOSUR, l'ALADI et la ZLEA (dans cet ordre).

Par ailleurs, le texte de la directrice du CEDRE, Catherine Flaesch-Mougin, est particulièrement intéressant car il présente la perspective européenne sur la structuration du continent américain. Il traduit ainsi le désir de l'Europe de concrétiser le libre-échange à moyen terme avec l'Amérique tout en exposant les difficultés internes auxquelles les Européens se heurtent actuellement.



Cet ouvrage fait donc état du troisième colloque fondé sur ce partenariat quadrilatéral dont l'objet était d'analyser la progression du libre-échange depuis le Sommet de Miami tant à l'échelle régionale que continentale, notamment dans la perspective de la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

**Thaïs SARDINHA-PINTO**

**Jean-Jacques TAISNE, *La déontologie de l'avocat*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Dalloz, 1999, 162 pages, ISBN 2-24-703440-3.**

Les membres du Barreau du Québec savent bien que le Code de déontologie est un règlement qui établit les devoirs et les obligations des avocats envers le public, le client et la profession en général. C'est un recueil des normes et de principes qui doivent gouverner le comportement de l'avocat dans les divers actes de sa vie professionnelle. L'énumération de ces devoirs et de ces obligations n'est cependant pas limitative. En mai 1868, le conseil général du Barreau adoptait des « Règles de la profession d'avocat ». De modifications en modifications, ces règles sont devenues, en 1967, le premier règlement adopté en vertu de la *Loi sur le Barreau* et, en 1973, le code de déontologie actuel.

Tout avocat membre du Barreau du Québec connaît le Code de déontologie puisqu'il fait l'objet d'une étude obligatoire dans le cadre des examens qui permettent l'accès à cet ordre professionnel.

Mais quelles règles gouvernent la pratique de la profession d'avocat sur le vieux continent et plus particulièrement en France?

Professeur à l'Université de Lille II, doyen honoraire de la Faculté de droit Valenciennes, avocat au barreau de Cambrai, et ancien bâtonnier, Jean-Jacques Taisne, dans la 2<sup>e</sup> édition de son ouvrage intitulé *La déontologie de l'avocat* examine de près tous les aspects déontologiques de la pratique du droit en France.

L'avocat français jure au seuil de sa carrière d'exercer ses fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité. Cette promesse solennelle l'accompagne tout au long de son activité, menée sous le contrôle de ses pairs et de l'autorité judiciaire. C'est de ce point de vue que Taisne met en lumière les aspects les plus importants de la déontologie de la profession d'avocat. De façon très pragmatique, il examine d'abord la loi en tant que source de déontologie ainsi que ceux qui y sont assujettis. Après avoir décrit les différentes catégories d'avocat ainsi que leurs activités, il passe en revue leurs obligations ainsi que les sanctions qu'ils peuvent encourir.

Inclu dans la collection Connaissance du droit de Dalloz cet ouvrage sera utile à l'avocat appelé à pratiquer en France. Il peut également intéresser ceux qui ont la tâche de réviser les normes déontologiques de la profession d'avocat au Canada.

**Robert KELLY**